

Gouvernance des universités et des cégeps

Étudiants et enseignants sont outrés

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Morts au feuillet avec les élections de décembre dernier, les projets de loi sur la gouvernance des universités et des cégeps ont été déposés de nouveau hier. Il s'agit presque d'une copie conforme de ceux présentés l'automne dernier.

Plutôt que les deux tiers de membres externes au sein du conseil d'administration, Québec exige maintenant 60 % de représentants externes (une différence d'un administrateur dans un conseil de 13 à 25 membres). La ministre a par ailleurs retiré la référence à une éventuelle rémunération des administrateurs et a précisé que le mandat des représentants étudiants pouvait être de deux ans plutôt qu'un.

Dans le cas des cégeps, la ministre a assuré l'autonomie locale aux trois composantes du cégep régional de Lanaudière, fauchée au passage dans la première mouture du projet de loi.

Soutenant que les modifications apportées permettront aux universités et aux cégeps de conserver leurs particularités et leurs valeurs, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a dit avoir «la conviction que ces deux projets de loi favoriseraient davantage l'efficacité, l'efficience, la transparence, la responsabilité et l'imputabilité».

Tant les étudiants que les syndicats qui représentent des employés de cégeps et d'universités ont décrié les projets de loi hier, déplorant le peu d'écoute de la part de la ministre à l'égard des critiques sur la représentation des membres externes. «Il est déplorable qu'on maintienne une

majorité de 60 % de membres externes. C'est décevant de voir aussi peu de modifications après tant de temps», a affirmé le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Jean Grégoire.

À l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, on rappelle que les représentants de la communauté universitaire au conseil d'administration de l'Université du Québec à Montréal avaient douté du projet de l'ilot Voyageur, alors que des membres externes sont parfois arrivés avec des enveloppes encore cachetées aux réunions. «On va se mobiliser cet automne pour maintenir la collégialité aux conseils d'administration», a indiqué le porte-parole de l'ASSE, Étienne Guérette.

La Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU) partage le mécontentement des étudiants devant la forte présence d'administrateurs externes, qualifiée de «pernicieuse». «Cela signifie que ce sont les gens le moins en contact avec les professeurs, les chargés de cours, les étudiants, le personnel de l'université qui seront en majorité sur les instances. [...] Ils vont nécessairement devoir se fier à ce que la direction leur dira», a souligné le nouveau président de la FQPPU, Max Roy.

La vice-présidente de la Centrale des syndicats du Québec, Diane Charlebois, a ajouté que la transparence aurait pu être poussée plus avant.

«On ne comprend toujours pas pourquoi les communautés universitaires et collégiales ne peuvent pas avoir accès aux procès-verbaux des conseils d'administration.»

Le Devoir

Chalk River

Harper est

L'ancienne numéro un avec le gouvernement

La crise des isotopes médicaux continue d'embarrasser les conservateurs. L'ex-présidente de la Commission canadienne de sûreté nucléaire, qui a été congédiée en 2008 après s'être opposée au redémarrage du réacteur de Chalk River, souligne les incohérences du gouvernement dans sa gestion du réacteur nucléaire.

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — L'ex-présidente de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) Linda Keen estime que le gouvernement conservateur n'a pas su se doter d'un plan pour assurer l'approvisionnement en isotopes médicaux. Elle accuse les conservateurs de dire le tout et son contraire lorsque vient le temps de gérer le dossier du vieux réacteur nucléaire de Chalk River.

Le témoignage de Mme Keen en comité parlementaire hier constitue une des rares sorties publiques que la dame a faites depuis qu'elle a été limogée en janvier 2008. Le premier ministre Stephen Harper lui reprochait alors d'avoir causé une pénurie d'isotopes médicaux pour avoir refusé de remettre en marche le réacteur de Chalk River, qui ne respectait pas ses conditions de licence.

La scientifique n'a pas pu s'empêcher de faire de l'ironie hier. En décembre 2007, M. Harper soutenait que le réacteur canadien était sécurita-

Linda Keen

re et qu'ils ne reconnaissent pas le Canada, cette ind

«Il est plus tard très vieux qu'il y a déré com peu fiable aux dép acteur n' il est [d longtemp

Le gou teur a an abandon concevoi change à les fameu qui vena emploi, d estomaq «Je n'e